

3 Mai 95 *Quintilien*

Bosnie : violations du cessez-le-feu à Sarajevo et Gorazde

A Sarajevo comme à Gorazde, le cessez-le-feu devient chaque jour un peu plus théorique. Au nord de la capitale bosniaque, les avions de l'OTAN ont survolé à basse altitude, dimanche soir, un dépôt d'armement gardé par les Casques bleus et menacé par les Serbes, a indiqué le commandant. Eric Chaperon, porte-parole de la FORPRONU. A Gorazde, une centaine de miliciens serbes bosniaques sont déployés sur la rive droite de la Drina, à l'intérieur de la zone d'exclusion de 3 km imposée par l'OTAN, sous peine de frappes aériennes.

La montée de la tension dans l'ensemble de la Bosnie semble avoir poussé l'ONU hier à accélérer le pas pour ramener les belligérants à la table des négociations. Yasushi Akashi, émissaire spécial du secré-

taire général de l'ONU, sera à Sarajevo aujourd'hui, quarante-huit heures avant l'arrivée prévue des membres américains, européens et russes du groupe de contact qui avaient essayé, la semaine dernière, de renouer les fils du dialogue entre le gouvernement bosniaque et les leaders serbes de Bosnie. A Paris, le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé a redouté hier que les « pressions » pour une levée de l'embargo sur les livraisons d'armes à la Bosnie (en particulier du Congrès américain, de la Conférence islamique et même en France) ne l'emportent si la communauté internationale ne parvient pas à trouver une solution politique au conflit. La levée de l'embargo provoquerait une intensification des combats et un retrait des Casques bleus, a déclaré Alain Juppé.

Israël-OLP : dernière ligne droite avant la signature de l'accord

Les négociateurs israéliens et palestiniens se sont remis au travail hier au Caire afin d'être prêts pour la signature, demain, d'un accord final sur l'autonomie palestinienne à Gaza et Jéricho. Le chef de l'OLP Yasser Arafat et le Premier ministre Yitzhak Rabin signeront l'accord avec les ministres des Affaires étrangères américains, russe et égyptien, MM. Christopher, Kazyrev et Moussa. L'Égypte aurait invité les chefs de la diplomatie de quarante pays et pas moins de 2.500 personnes à participer à la cérémonie de signature pour marquer l'importance et la solennité d'un événement qui met un terme à des années de conflit et de négociations, entre Israéliens et Palestiniens. A Copenhague, l'accord sur l'envoi de 160 observateurs étrangers à Hébron, en Cisjordanie, a été signé hier. Cette

présence temporaire internationale à Hébron (PTIH) sera composée de Norvégiens, Danois et Italiens non armés. Son mandat sera de trois mois à partir du 8 mai avec une possibilité de prorogation. Quant au plan de paix israélien contre un retrait partiel du Golan, que le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a transmis à la Syrie ce week-end, il a été rejeté hier. Le chef de la diplomatie syrienne Farouk Al-Chareh a répété que « le retrait total d'Israël des territoires arabes occupés est une condition pour l'installation de la paix dans la région ». A l'issue d'un entretien avec le président Hafez El-Assad, Warren Christopher a estimé que les négociations israélo-syriennes étaient entrées dans une phase « substantielle ». Les discussions devraient se poursuivre.

Rwanda : calme précaire à Kigali

Plus de 2 000 personnes fuyant les massacres affluent toujours refuge dans l'église de la Sainte-Famille à Kigali. Douze d'entre-elles ont été tuées et 113 blessées dimanche par les tirs de mortier, selon la Mission des Etats-Unis pour l'assistance au Rwanda (MINUAR). Située en plein centre-ville, l'église a été touchée par deux obus, dont l'origine n'a pas été déterminée. Un calme relatif régnait hier dans la capitale, alors que les forces gouvernementales et le Front patriotique rwandais (FPR, rébellion armée de la minorité tutsie) s'accusaient mutuellement des tirs de mortiers. Sur place, on observait un arrêt de l'exode massif vers la Tanzanie, qui a accueilli ces derniers jours 250 000 Rwandais selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, et un demi-million

selon la Croix-Rouge. Le Quai d'Orsay a investé hier l'ambassadeur de France au Rwanda d'une « mission d'évaluation et de contact », avec pour objectif l'établissement d'un cessez-le-feu et la reprise du dialogue entre les parties. Le FPK avait démenti dimanche toute participation à des pourparlers de paix avec le gouvernement intérimaire. Le même jour, l'ancien roi Kigali V du Rwanda proposait d'intervenir pour accélérer le processus de paix. Ces derniers jours, plus de 60 personnes ont péri dans l'hôpital Roi-Faycal et le stade Amahoro, pris pour cible par les combattants. Ces deux sites abritent plus de 12 000 personnes; principalement des Tutsis fuyant les forces armées et les milices hutues, et placés sous la protection de la MINUAR.

Espagne : avis de recherche contre un proche du pouvoir

L'ancien directeur de la Garde civile espagnole, Luis Roldan, accusé d'enrichissement illicite, était toujours recherché par la police et la justice hier. Alors qu'il est introuvable depuis six jours, deux journalistes du quotidien « El Mundo », l'ont interviewé « dans sa retraite ». Ce proche du pouvoir socialiste a déclaré qu'il avait « l'intention de se présenter au cours des prochains jours devant le juge qui l'a convoqué » pour répondre « à toutes ses questions ». Il a expliqué ne pas avoir voulu se présenter jusqu'à présent « pour ne pas faire huit mois de prison préventive avant de bénéficier de la liberté conditionnelle ». Il a ajouté qu'il ne lui restait que « deux alternatives » soit se tirer une balle dans la tête, soit dévoiler le pot-aux-roses et avec lui les noms de ceux qui « apparaissent compromis dans le scandale ». De quoi accentuer le malaise au sein du gouvernement de Felipe Gonzalez, dont l'opposition a déjà demandé la démission.

Italie : arrestation d'un proche de Silvio Berlusconi

Le nouveau Premier ministre italien, Silvio Berlusconi, a entamé hier ses consultations en vue de former un gouvernement dans un climat agité par la demande d'arrestation d'un de ses proches, Marcello Dell'Utri, directeur général de la régie publicitaire Publitalia et à ce titre numéro trois du groupe Fininvest, dont Silvio Berlusconi est propriétaire. Le choix de son équipe gouvernementale ne sera sans doute pas connu avant la fin de la semaine d'autant que de nouvelles difficultés ont surgi ces trois derniers jours avec ses partenaires politiques. L'Alliance nationale (néofasciste) et la Ligue du Nord (fédéraliste). La demande de mise en jugement pour corruption d'Umberto Bossi, chef de la Ligue, qui réclamait pour son mouvement le ministère de l'Intérieur, ne fait que compliquer la tâche. Et le choix de ministres néofascistes reste une question délicate qui suscite une hostilité croissante des alliés européens de l'Italie.

● **Kouriles.** La Russie a restreint l'accès aux îles Kouriles, que revendique le Japon et à l'île de Sakhaline, en instaurant dimanche un régime de visa et de laissez-passer spéciaux. Seuls, les résidents permanents de ces territoires pourront désormais circuler.

● **Algérie.** Un responsable syndical algérien, Maamar Benseghir, a été grièvement blessé dimanche par deux hommes armés à Annaba, dans l'est, a rapporté hier le quotidien « El Watan ». Plusieurs syndicalistes ont déjà été assassinés en Algérie par des groupes armés.

● **Corée du Nord.** La Corée du Nord a informé les Etats-Unis et leurs alliés de son intention de se retirer de la commission d'armistice chargée de superviser la trêve en vigueur entre les deux Corées depuis la fin de la guerre en 1953. Seul et Washington avaient refusé la semaine dernière la proposition de Pyongyang de négocier un traité de paix, alors que la tension reste vive dans la péninsule en raison du refus des Nord-Coréens de laisser inspecter leurs sites nucléaires.

● **Afghanistan.** Des affrontements entre les forces du Premier ministre Gulbuddin Hekmatyar et celles du président Burhanuddin Rabbani ont fait plusieurs morts et 140 blessés hier à Kaboul. Depuis le 1^{er} janvier, les factions rivales se livrent à des combats quasi ininterrompus pour le contrôle de la capitale afghane.

● **Haiti.** Un groupe de six observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits de l'homme en Haïti « a dû rebrousser chemin, vendredi, à la suite d'une manifestation hostile visiblement orchestrée » à Petit-Bourg-du-Borgne, dans le nord du pays, a indiqué dimanche le porte-parole de l'ONU en Haïti. Ils venaient enquêter sur une opération des militaires menée contre des partisans présumés du président en exil Jean-Bertrand Aristide.

● **Erythrée.** Le président érythrien Issayas Afeworki est arrivé hier à Paris pour une visite officielle de trois jours en France, la première dans un pays occidental depuis la proclamation de l'indépendance de l'Erythrée en 1993. Il rencontrera le président Mitterrand et le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé.

Philippines : rafles d'enfants des rues avant l'élection de miss Univers

A l'approche de l'élection de miss Univers, qui se déroulera le 21 mai aux Philippines, les autorités de Manille ont arrêté ces derniers jours 262 enfants dans les rues de la capitale. La Commission philippine des droits de l'homme a ouvert dimanche une enquête sur ces rafles d'enfants, afin de déterminer l'identité des mineurs arrêtés. La police affirme qu'il s'agit de jeunes toxicomanes destinés à être soignés, tandis que les organisations humanitaires dénoncent l'arrestation de petits mendiants, vendeurs de journaux ou de cigarettes, dans le but de présenter la ville sous son meilleur jour aux visiteurs étrangers.

Paul Newman propose des vacances au manoir



Paul Newman (notre photo) transformera prochainement un manoir irlandais en camp de vacances pour enfants gravement malades. Aux termes d'un bail conclut samedi entre l'acteur américain et le Premier ministre irlandais Albert Reynolds, le manoir de Barretstown (est du pays) sera mis à la disposition de l'organisation caritative fondée par le comédien « Hole in the Wall », pour la soins symbolique d'une punte (livre irlandaise). Le site pourra accueillir 800 enfants à partir de 1995.

Chine : campagne contre la criminalité

Les tribunaux de la province chinoise du Hebei (nord) ont condamné à mort 16 personnes accusées de crimes divers la semaine dernière. Les autorités locales ont qualifié ces mesures de « premier bon résultat » dans la campagne de printemps contre la criminalité. En Chine, les exécutions ont généralement lieu juste après l'annonce de la sentence. L'an dernier, 2 564 personnes ont été condamnées à mort et 1 419 exécutées, selon un rapport d'Amnesty International.

Morts pour informer

Deux journalistes américains ont sauté sur une mine dimanche en Bosnie-Herzégovine. Cela porte à 14 le nombre de journalistes tués dans l'exercice de leur profession depuis le début de l'année, en 1993; 63 sont morts et 140 ont été emprisonnés, selon le bilan que publie aujourd'hui « Reporters sans Frontières » (RSF). Ce rapport, rendu public à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, créée en 1991 par l'UNESCO, place l'Algérie en tête de ces sinistres palmarès, devant l'ex-Yougoslavie (voir interview d'Omar Belhouche, page 22). RSF examine les violations de la liberté de la presse dans un rapport de plus de 500 pages sur 147 pays. Un recueil de « Cent Photos pour la liberté de la presse » est vendu en kiosque; les recettes serviront à aider les familles des journalistes détenus.

● Nagorny-Karabakh.

Les affrontements entre Azéris et Arméniens se sont poursuivis hier au Nagorny-Karabakh, territoire azerbaidjanais peuplé majoritairement d'Arméniens. La Russie, à l'origine d'un plan de règlement du conflit, a accusé les Arméniens de ne pas respecter le cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur vendredi.

● Russie.

L'ancien vice-président russe Alexandre Routkoï a annoncé qu'il lancerait le 19 mai un « mouvement socialiste-patriotique » destiné à « reprendre le pouvoir ». L'ennemi juré du président Boris Eltsine a précisé que les membres de ce parti, qui feront l'objet d'une sélection « stricte », devront observer « une discipline de fer ».

● Inde.

L'Inde ne cédera pas aux pressions des Etats-Unis qui veulent lui faire signer le traité de non-prolifération nucléaire et ne gèlera pas sa capacité nucléaire et balistique, a déclaré hier le ministre indien des Affaires parlementaires. Le gouvernement s'est inquiété de l'offre américaine de fournir au Pakistan des avions de combat F 16 et a averti qu'un tel accord forcerait New-Delhi à prendre des « contre-mesures de rééquilibrage ».

Cambodge : exode massif devant l'avancé des Khmers rouges

Quelque 40 000 Cambodgiens se sont jetés sur les routes depuis dimanche pour fuir les Khmers rouges qui progressent dans la province de Battambang dans le nord-ouest du pays. La guérilla a repris la ville de Treng au forces gouvernementales. Beaucoup de ces villageois ont vécu des années dans des camps de réfugiés à la frontière thaïlandaise, avant d'être rapatriés récemment.

Colombie : état d'urgence avant le procès de détenus

Le gouvernement colombien a décrété dimanche soir l'état d'urgence pour prolonger de deux mois la détention de huit cent quarante prisonniers dangereux. Ces détenus auraient dû être libérés hier, aucune charge n'ayant pu être retenue contre eux. L'état d'urgence permet au gouvernement de légiférer en matière d'ordre public sans consulter le Parlement.

Tournée européenne du Premier ministre japonais

Tsutomu Hata, nouveau Premier ministre japonais depuis la semaine dernière, a entamé hier une tournée européenne par l'Italie. Il se rendra ensuite en France, en Allemagne et en Belgique d'ici au 7 mai. Ce voyage vise à intensifier le dialogue politique entre le Japon et l'Europe. L'aide financière à la Russie, les combats en Bosnie et le programme de la Corée du Nord devraient également être au centre des entretiens.

Bras de fer entre Clinton et le lobby des armes

La Chambre des représentants examinera en fin de semaine le projet de Bill Clinton visant à interdire une vingtaine d'armes. Environ deux millions d'armes à feu sont en circulation aux Etats-Unis, où la puissante National Rifle Association combat toute restriction au droit à détenir une arme, inscrit dans la Constitution.

Le G7 entrouvre sa porte à la Russie

Le G7, groupe des sept pays les plus industrialisés, a proposé la semaine dernière à la Russie de participer aux sessions « ouvertes » à la politique internationale. Le président Boris Eltsine a exprimé hier sa « satisfaction » à l'Italie qui avait transmis cette offre. Cette solution sera appliquée dès le prochain sommet à Rome en juillet. Jusqu'alors, le président russe n'était reçu qu'après la conclusion des travaux. En revanche, la Russie continuera à ne pas participer aux débats économiques. Elle frappe depuis plusieurs années à la porte du G7 qu'elle voudrait transformer en G8.

AGENDA

● **Alain Juppé** ministre des Affaires étrangères, effectuera une visite officielle en Russie du 19 au 21 mai.

● **Alain Lamassoure** ministre des Affaires européennes, effectuera une visite à Pékin aujourd'hui et demain.

GROS PLAN



Les Cubains devront faire des sacrifices

Fidel Castro (notre photo) a décidé de prendre les choses en main en convoquant dimanche et hier les députés en session extraordinaire afin de trouver les moyens d'assainir les finances publiques. Le président cubain a prévenu la population qu'elle devrait faire des sacrifices. « Nous devons faire en sorte que l'argent, le salaire, retrouvent leur valeur », a-t-il déclaré, citant l'impôt parmi les moyens de réduire la masse monétaire et revaloriser la monnaie nationale. « Tout le monde est d'accord pour chercher des solutions, mais personne ne veut que l'on touche à son salaire », a-t-il commenté. Entre autres mesures envisagées, le ministre des Finances, Jose Luis Rodriguez, a évoqué le lancement d'un emprunt auprès de la population, « l'immobilisation » des fonds déposés sur les comptes d'épargne, une augmentation des prix et la fin de certaines subventions dans la santé et la culture. Une petite révolution en somme dans un pays économiquement sinistré.